

France

Rédigé par : Noémie Brouillard,
Zero Waste France

www.zerowasteFrance.org



- Zero Waste France (ZWF) accompagne des collectivités comme Nantes Métropole, la Métropole de Lyon et la Ville de Bordeaux dans le cadre du [projet ERIC](#), en les aidant à mettre en œuvre des plans d'action zéro plastique, à organiser des événements zéro déchet et à développer des solutions de réemploi pour la vente à emporter.
- Grâce à notre plaidoyer constant, l'adoption en première lecture de la loi sur l'impact environnemental des textiles a constitué une avancée majeure!
- Cependant, l'instabilité politique et les coupes budgétaires affectant le tri des biodéchets – dont une réduction de 1,5 milliard d'euros du Fonds Vert – représentent des obstacles de taille.
- Nous intensifions nos efforts dans les villes : Lyon prépare un festival zéro plastique, Bordeaux met en place des kits de repas réutilisables pour les personnes âgées, et Nantes renforce l'implication citoyenne dans sa stratégie zéro déchet.

Avancées et reculs législatifs en 2024

Les efforts de réduction des déchets en France en 2024 se sont déroulés dans un contexte particulier. Sur le plan législatif, l'application de la loi [AGEC](#) (anti-gaspillage pour une économie circulaire) a marqué une étape importante. Cette loi, qui couvre de nombreux domaines, a instauré l'obligation du tri à la source des biodéchets à compter du 1er janvier 2024. Bien que ce soit une avancée significative, de nombreuses collectivités ont eu des difficultés à appliquer la mesure, faute de soutien suffisant de l'État. Notre rôle de vigie en matière de durabilité a alors pris toute son importance.

La sensibilisation du public aux enjeux environnementaux s'est renforcée. Nous avons observé un soutien accru à des

politiques ambitieuses, comme [la proposition d'interdiction des bouteilles en plastique de moins de 50cl](#). Une autre avancée clé a été l'adoption en première lecture de [la loi contre la fast fashion](#), qui vise à limiter l'impact environnemental du secteur textile. Ces avancées sont en grande partie le fruit de la pression constante des ONG, notamment au sein de la coalition [Stop Fast-Fashion](#), dont ZWF est membre.

2024 a également été marquée par des réussites locales notables, comme [l'annulation du projet d'incinérateur Boralex à Marseille](#) et la coordination de 120 événements dans le cadre de la Semaine européenne de la réduction des déchets, qui ont tous contribué à faire progresser le

mouvement zéro déchet à l'échelle nationale.

Mais tout n'a pas été positif. L'instabilité politique, déclenchée par la dissolution de l'Assemblée nationale en juin et la censure du gouvernement Barnier, a engendré une forte incertitude législative, retardant des décisions cruciales. Les coupes budgétaires, notamment [la réduction du Fonds Vert](#), ont sérieusement compromis des projets locaux de durabilité. Nous avons vu [l'annulation du décret interdisant les emballages plastiques pour les fruits et légumes](#), ainsi que [le rejet d'un recours contre l'extension de l'incinérateur de Créteil](#) – une décision rarissime où le tribunal n'a pas suivi les recommandations du rapporteur public. Enfin, la résistance persistante des acteurs industriels et institutionnels à l'écologie a continué d'aggraver les défis.

Accompagner les collectivités grâce au projet ERIC

Notre travail en 2024 s'est concentré sur [le projet ERIC](#), en accompagnant Nantes Métropole, la Métropole de Lyon et la Ville de Bordeaux dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action zéro plastique. Cela a impliqué l'élaboration de stratégies de communication pour mobiliser les citoyens autour de la réduction du plastique, afin de garantir une large participation publique. Nous avons également soutenu l'organisation d'événements sans plastique, démontrant des alternatives concrètes aux déchets dans l'espace public.

Un autre volet essentiel a été la rédaction de chartes d'achats publics zéro plastique. Pour favoriser la transition vers le réemploi, nous avons facilité des solutions de consigne pour la vente à emporter, notamment via des dispositifs municipaux de contenants réutilisables. Une étape clé a été l'obtention de financements dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt de CITEO, permettant à Lyon d'introduire des contenants réutilisables pour les événements publics et à Bordeaux de fournir des kits de vaisselle en inox pour la livraison de repas aux personnes âgées. Ces projets constituent des modèles reproductibles pour d'autres collectivités.

Renforcer les dynamiques municipales zéro déchet

Tout au long de 2024, Zero Waste France a collaboré étroitement avec les collectivités pour définir des feuilles de route et mettre en œuvre des solutions concrètes de réduction des déchets. Les impacts de ces initiatives se révéleront pleinement en 2025, mais plusieurs projets structurants ont déjà été lancés. À Lyon, les préparatifs ont commencé pour un grand événement zéro plastique en 2025, potentiellement lié au [Lyon Street Food Festival](#), afin de promouvoir des événements sans déchets. À Bordeaux, les kits de repas réutilisables pour les seniors ont été développés pour réduire les emballages jetables

dans les services sociaux. À Nantes, des campagnes de sensibilisation ont renforcé la participation citoyenne à la stratégie zéro déchet.

L'événement Zéro Déchet de mars 2024 à Lyon a été un moment fort pour la gestion des biodéchets municipaux. Il a permis de présenter des modèles concrets et reproductibles pour améliorer le tri à la source : la collecte porte-à-porte réussie de Milan, le cadre législatif ambitieux de la Catalogne, les initiatives communautaires en Allemagne ou les solutions adaptées au tourisme en Croatie ont offert de précieuses inspirations. Ces échanges ont renforcé l'engagement des villes malgré les difficultés financières et réglementaires.

Perspectives 2025

Les priorités de ZWF pour 2025 incluent :

1. Le déploiement à grande échelle des systèmes de réemploi, notamment pour la vente à emporter et les marchés publics.
2. Le renforcement du soutien municipal aux politiques ambitieuses de réduction des déchets et du plastique
3. Le plaidoyer pour un financement étatique renforcé de la gestion des déchets et de l'économie circulaire
4. Le maintien de la pression sur les décideurs pour garantir la viabilité à long terme des initiatives zéro déchet.



Crédits photo: Zero Waste France